



PREFET DE L'AUDE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

PUBLIE LE 8 AVRIL 2015

SPECIAL N ° 2 - AVRIL 2015

SOMMAIRE

Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP)

DDFIP 11

Arrêté N °2015085-0004 - SIP Carcassonne- Mars 2015- délégation contentieux et
gracieux fiscal 1

Préfecture de l'Aude

pref11- SECRETARIAT GENERAL

Autre N °2015098-0041 - Convention de délégation de gestion pour l'instruction
des demandes de passeports 6

**DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX
ET DE GRACIEUX FISCAL**

**MODELE DE DELEGATION DE SIGNATURE
D'UN RESPONSABLE DE SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS**

SIP comprenant un secteur foncier

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de CARCASSONNE

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu la note de service du 16 octobre 2014 relative au relèvement du seuil de la PSRM,

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à **Madame CLAUZET Nicole**, IDIV, adjointe au responsable du service des impôts des particuliers de CARCASSONNE, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office (*SIP comportant un secteur foncier*) et sans limitation de montant, les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes] ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 60.000 € ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

En cas d'absence prolongée et simultanée de Mme CLEMENT GENESTE Florence responsable du SIP, et de Mme CLAUZET Nicole IDIV, adjoint au responsable, délégation de signature est donnée à **M. HOET Jean-Marie** adjoint au recouvrement du service des impôts des particuliers de CARCASSONNE, à l'effet de signer :

au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 60.000 € ;

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de **contentieux fiscal d'assiette** (SIP comportant un secteur foncier), les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

MARTINETTI Odile	MASSOL Pascal
------------------	---------------

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

BJAI Lise	LEZCANO Roselyne	ROBERT Marie Brigitte
BELVIRE Brigitte	VIALET Magali	
VOURIOT Laurent	CAMILLO Isabelle	
CARRIQUI Franck		
BATAILLE Christine	CROS Eliane	

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette (SIP comportant un secteur foncier), les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office (hors opérations de contrôle diligentées par eux-mêmes).

3°) dans la limite de 3 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

DECHERY Christine	MAGNI Vanessa	CLANET Josiane
FRAISSE Nicole	QUILLATRE Marie Pascale	TORRENTE Gaelle
MOKHTAR ZAZOU Miloud	LARRUY Nadine	CASTILLO Patricia
SYLLA BOULIER Jennifer	MATHIEU Brigitte	BARBAZA Laurent
AUBERT Nicolas	FOUET Véronique	BONNET Allison
JAUNIAUX Christophe	MOLINIER Cécile	DONADIEU Marie Ange
	BÉGOND Christine	ESTEBE Pascale

Article 4

Recouvrement. Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) Pour les contrôleurs, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement : mises en demeure de payer, ATD, tous actes de poursuites, déclarations de créances, mains levées (suite à réception d'un paiement ou délai accordé), tout type de bordereaux (situation, envoi, inscription du privilège) , demandes de renseignement, courriers types, lettres de rappel et comminatoires) dans la limite de 10.000 € et dossiers sensibles ;

aux agents désignés ci-après :

1°) dans la limite de 15 000 €, à l'inspecteur des finances publiques désigné ci-après :

HOET Jean-Marie

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

VIALARET Patrice COLLIN Eric	SISTO Denis	FABRE Jean-Henri
---------------------------------	-------------	------------------

3°) aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

MIQUEL Christophe DONADIEU Marie-Ange	ESTRADE Béatrice
--	------------------

dans les limites suivantes :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
ESTRADE Béatrice	C	300 €	3 mois	3000 €
MIQUEL Christophe	C	300 €	3 mois	3000 €
DONADIEU M Ange	C	300 €	3 mois	3000 €

4°) L'encadrement A signe les états de saisie, les états de ventes, les bordereaux d'inscription hypothécaires.

Article 5

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses (fiscal)	Limite des décisions gracieuses (fiscal)	Durée maximale des délais de paiement (rec)	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
HOET Jean Marie	A			12 mois	15000 €
MARTINETTI Odile	A	15000 €	15000 €	3 mois	3000 €
MASSOL Pascal	A	15000 €	15000 €	3 mois	3000 €
BJAI Lise	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
LEZCANO Roselyne	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
ROBERT Marie Brigitte	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
BELVIRÉ Brigitte	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
VOURIOT Laurent	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
VIALET Magali	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
CARRIQUI Franck	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
CAMILLO Isabelle	B	10000€	10000€	3 mois	3000 €
BATAILLE Christine	B	10 000€	10000€	3 mois	3000 €
CROS Eliane	B	10000 €	10000€	3 mois	3000 €
BONNET Allison	C	3000 €		3 mois	3000 €
DECHERY Christine	C	3000 €		3 mois	3000 €
MOKHTAR ZAZOU Miloud	C	3000 €		3 mois	3000 €
QUILLATRE Marie Pascale	C	3000 €		3 mois	3000 €
CLANET Josiane	C	3000 €		3 mois	3000 €
AUBERT Nicolas	C	3000 €		3 mois	3000 €
JÄUNIAUX Christophe	C	3000 €		3 mois	3000 €
MOLINIER Cécile	C	3000 €		3 mois	3000 €
BEGOND Christine	C	3000 €		3 mois	3000 €
LARRUY Nadine	C	3000 €		3 mois	3000 €
FRAISSE Nicole	C	3000 €		3 mois	3000 €
MAGNI Vanessa	C	3000 €		3 mois	3000 €
TORRENTE Gaelle	C	3000 €		3 mois	3000 €
CASTILLO Patricia	C	3000 €		3 mois	3000 €
SYLLA BOULIER Jennifer	C	3000 €		3 mois	3000 €
MATHIEU Brigitte	C	3000 €		3 mois	3000 €
FOUET Véronique	C	3000 €		3 mois	3000 €
BARBAZA Laurent	C	3000 €		3 mois	3000 €
ESTEBE Pascale	C	3000 €		3 mois	3000 €
DONADIEU Marie Ange	C	3000 €		3 mois	3000 €

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
HOËT Jean-Marie	A	15 000 €	12 mois	15 000 €
VIALARET Patrice	B	10 000 €	6 mois	10 000 €
SISTO Denis	B	10 000 €	6 mois	10 000 €
FABRE Jean Henri	B	10 000 €	6 mois	10 000 €
COLLIN Eric	B	10 000 €	6 mois	10 000 €
ESTRADE Béatrice	C	300 €	3 mois	3000 €
MIQUEL Christophe	C	300 €	3 mois	3000 €
DONADIEU M Ange	C	300 €	3 mois	3000 €

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Aude.

A Carcassonne , 27 mars 2015

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,



F CLEMENT GENESTE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

PREFECTURE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON,

PREFECTURE DE L'HERAULT

Convention de délégation de gestion pour l'instruction des demandes de passeports

La présente délégation est conclue en application du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et dans le cadre du décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005 modifié relatif aux passeports, ses articles 9 et 16 notamment.

Entre le préfet de l'Aude, désigné sous le terme "délégant", d'une part,

Et

Le Préfet de l'Hérault, désigné sous le terme de "déléataire", d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret du 14 octobre 2004 susvisé, le délégant confie au déléataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des prestations définies à l'article 2.

Le délégant est responsable des actes dont il a confié la réalisation au déléataire.

La délégation de gestion porte sur l'instruction des demandes de passeports déposées dans l'Aude et sur les actes juridiques liés à leur délivrance ou leur refus.

Article 2 : Prestations accomplies par le déléataire

1 - Le déléataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- il instruit les demandes de passeports ordinaires et de mission déposées dans l'Aude et qui lui sont adressées par les autorités chargées du recueil de ces demandes ;
- le cas échéant, il valide et donne l'ordre de production de ces passeports à l'Imprimerie nationale ;
-

.../...

- en cas de demande incomplète, il sollicite la fourniture de pièces complémentaires, en lien avec les agents chargés du recueil de la demande (recueil complémentaire) ;
- lorsque la demande ne répond pas aux conditions prévues par le décret du 30 décembre 2005 modifié susvisé, il prend la décision de refus de délivrance ou de renouvellement et la notifie au demandeur, il en informe la préfecture de l'Aude ;
- il saisit le préfet du département de l'Aude des demandes, énumérées ci-après, qui nécessitent des mesures d'instruction particulières ou la conduite d'une procédure contradictoire :
 - demande faisant apparaître une fraude documentaire ou une tentative d'usurpation d'identité ;
 - demandeur signalé au fichier des personnes recherchées ;
 - demande faisant apparaître un problème d'autorité parentale ;
- il statue sur les recours gracieux et instruit les recours contentieux exercés contre une décision de refus prise au nom et pour le compte du délégant ;
- il assure la représentation de l'Etat en défense en cas de recours exercé contre une décision de refus prise pour le compte du délégant ;
- il archive les pièces qui lui incombent.

2 - Le délégant reste attributaire :

- de la procédure et des décisions de retrait de passeports qui relèvent de son ressort ;
- de l'instruction et de la délivrance des passeports temporaires ;
- des décisions de refus prononcées sur une demande nécessitant des mesures d'instructions particulières, telles qu'énumérées au paragraphe 1 alinéa 5 de l'article 2 ;
- de l'archivage des pièces qui lui incombent ;
- de la destruction des passeports restitués, non retirés et invalidés et des pièces archivées au bout d'un an ;
- des recours gracieux et contentieux des demandes qu'il instruit ;
- de la fourniture des formulaires non dématérialisés aux mairies.

Le délégant peut à tout moment se saisir ou être saisi par le délégataire aux fins de statuer sur une demande de passeport relevant de sa compétence.

Article 3 : Désignation des agents habilités à prendre les actes juridiques dans le cadre de la délégation de gestion

Outre le Préfet de l'Hérault, sont habilités, au titre de leurs fonctions, à prendre les actes juridiques prévus au paragraphe 1 de l'article 2, les agents affectés à la préfecture de l'Hérault qui suivent :

- le secrétaire général ;
- la directrice de la réglementation et des libertés publiques ;
- la chef de bureau et son adjointe, chargés de la délivrance des passeports ;
- les agents dûment habilités pour valider les demandes dans la base TES « titres électroniques sécurisés » ;

.../...

- le chef du pôle juridique interministériel pour l'instruction des recours et les mémoires en contentieux.

Article 4 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et à rendre compte régulièrement au délégant de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas de difficultés.

Article 5 : Obligations du délégant

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 6 : Modification du document



Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant dont un exemplaire sera transmis aux destinataires du présent document.

Article 7 : Durée et reconduction du document

Cette convention prend effet à compter du 1^{er} avril 2015. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de toutes les préfectures de la région Languedoc-Roussillon.

Elle est établie pour une année et reconduite tacitement, d'année en année.

Fait, le 08 AVR. 2015

Le Préfet de l'Aude, délégant,	Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, délégataire,
	
Louis LE FRANC	Pierre de BOUSQUET